



Réunion annuelle des Présidents et Secrétaires généraux des Conseils économiques et sociaux de l'Union européenne et du Comité économique et social européen

Centrum Partner



im. Andrzej



Le Président Beaudet a participé, les 25 et 26 à Varsovie (Pologne) à la Réunion annuelle des Présidents et Secrétaires généraux des Conseils économiques et social de l'Union européenne et du Comité économique et social européen.

80 participants de toute l'Union européenne ont participé à cette rencontre, organisée dans le cadre de la Présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne, sur le thème « *Améliorer les conditions de vie et de travail dans l'UE : le rôle de la société civile organisée* ». Des conclusions sur le sujet ont été adoptées, auxquelles le CESE avait préalablement contribué.

Les conditions de vie : sujet majeur pour tous les européens

Sur le logement, les Conseils appellent à un rôle accru des pouvoirs publics pour réguler le marché et des investissements publics soutenus, et soulignent la nécessité de réformer le pacte de stabilité pour permettre ces investissements. Ils insistent également sur la lutte contre la précarité énergétique et la prise en compte des groupes vulnérables, et expriment leur soutien aux partenariats public-privé et aux modèles coopératifs.

Mardi 8 juillet, le CESE expose et soumet au vote son projet d'avis "L'habitat et le logement face aux défis sociaux, territoriaux et écologiques" lors d'une séance plénière qui aura lieu le mardi 8 juillet 2025 à 14h30. Les préconisations seront présentées par les rapporteuses Marie-Noëlle Lienemann (groupe de la Coopération), et Maud Lelièvre (groupe Environnement et Nature).

En savoir plus sur cette séance publique

Sur les conditions de travail, les Conseils soulignent la nécessité d'adapter l'éducation et la formation aux besoins du marché et aux défis de l'IA, en agissant notamment dans les domaines de la formation continue, la requalification, la mobilité professionnelle. Ils insistent sur l'importance de travailler sur la santé mentale, l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle et le droit à la déconnexion. Ils s'attachent à la lutte contre les discriminations, l'exclusion sociale et les formes d'emploi précaires. Ils préconisent un dialogue social renforcé et une convergence sociale vers le haut entre les États membres de l'Union européenne.

Enfin, ils plaident pour des salaires décents, un emploi de qualité pour tous (incluant les travailleurs de plateformes, les emplois temporaires, etc.), une protection sociale universelle, un encadrement éthique de l'IA dans le monde du travail.

Les participants ont aussi échangé sur la coopération entre les Conseils économiques et sociaux nationaux avec le Comité économique et social européen, ainsi que sur les méthodes permettant d'élaborer des politiques répondant au mieux aux besoins et aux attentes des citoyens.

Le Président Beaudet a pu s'entretenir, notamment autour de futurs projets de coopération, avec de nombreux homologues comme M. Olivier Röpke, Président du Comité économique et social européen, Benoît Bayenet, Président du Conseil central de l'économie de Belgique, Rudi Delarue, Président du Conseil national du travail de Belgique, Zornitsa Roussinova, Présidente du CES de Bulgarie, Wagener, Président du CES du Luxembourg, Pais Antunes, Président du CES du Portugal et Sterica Fudulea, Président du CES de Roumanie.